

INDE

L'économie indienne a connu une expansion très vigoureuse durant les premiers mois de 2010. Le secteur agricole s'est fortement redressé après une normalisation de la pluviiosité, tandis que la reprise dans le secteur non agricole a continué de se renforcer. Depuis quelque temps, l'activité, inhabituellement dynamique, se modère et il semblerait aujourd'hui que l'économie soit en train de passer de la phase de reprise à une phase d'expansion soutenue et durable. Avec le retrait progressif des mesures de relance, l'accélération des dépenses de consommation, stimulées par un redressement des revenus agricoles, et la fermeté de l'investissement des entreprises devraient devenir les principaux moteurs de la croissance.

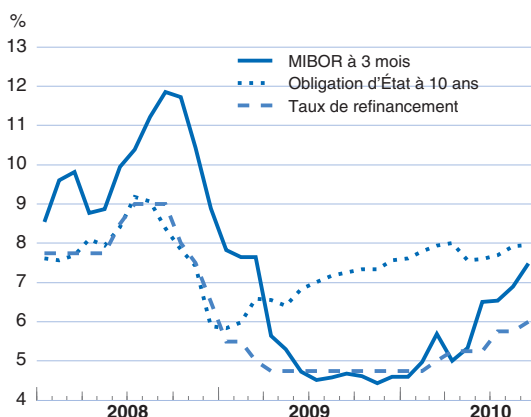
La reprise dans le secteur agricole a contribué à freiner l'inflation, qui semble avoir cessé d'augmenter et devrait continuer de se modérer sur le court terme. Néanmoins, compte tenu de la fermeté de la demande intérieure et du creusement du déficit de la balance courante, il sera important de respecter à la lettre le calendrier d'assainissement des finances publiques et de prendre de nouvelles mesures pour normaliser l'orientation de la politique monétaire afin d'assurer une croissance équilibrée au cours des années à venir.

La croissance s'est renforcée et a une plus large assise

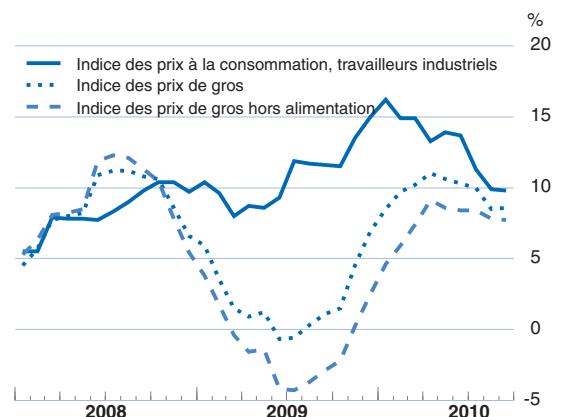
Dans le secteur non agricole, la croissance a continué de se renforcer durant les premiers mois de 2010, grâce à la fermeté de la confiance des entreprises, à l'orientation expansionniste de la politique monétaire et à la poursuite du programme de relance. Parallèlement, la pluviiosité favorable de l'hiver a favorisé une forte reprise de l'agriculture, qui est venue renforcer encore la croissance globale. Depuis quelque temps, la croissance s'est modérée, la production agricole revenant à un rythme d'expansion plus normal et la progression très rapide de l'investissement des entreprises s'étant partiellement ralentie. Étant donné la fermeté de la demande intérieure au premier semestre, le déficit commercial s'est creusé, de même que celui de la balance des opérations courantes, qui a

Inde

Les taux d'intérêt sont en train d'augmenter



L'inflation a sans doute culminé



Source : CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932353697>

Inde : Indicateurs macroéconomiques

	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance du PIB réel (prix du marché)	5.1	7.7	9.1	8.2	8.5
Déflateur du PIB ¹	7.2	3.7	11.3	5.8	5.1
Indice des prix à la consommation ²	9.1	12.4	9.1	5.8	5.2
Indice des prix de gros (WPI) ³	8.0	3.6	8.1	5.7	5.5
Taux d'intérêt à court terme ⁴	9.6	4.9	6.7	7.6	7.6
Taux d'intérêt à long terme ⁵	7.6	7.3	7.8	7.9	7.9
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-8.5	-9.6	-8.3	-7.4	-6.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-2.4	-2.8	-3.2	-3.0	-2.9
<i>Pour mémoire: année calendaire</i>					
Croissance du PIB réel	6.3	5.8	9.9	8.0	8.5
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-7.0	-10.2	-8.3	-7.6	-6.8

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en Avril.

1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

2. Moyenne pondérée des prix à la consommation pour travailleurs industriels, employés non-manuels et ouvriers agricoles.


3. Tous biens.

4. Taux de référence de trois mois de Mumbai.

5. Bons du Trésor de dix ans.

6. Solde budgétaire brut des gouvernements centraux et locaux, prêts nets inclus, ainsi que les transferts aux compagnies pétrolières, d'alimentation et d'engrais et les allocations récurrentes de la Commission des salaires, sans les rappels de salaires ni effacement de dettes pour les petits fermiers (% du PIB).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932355445>

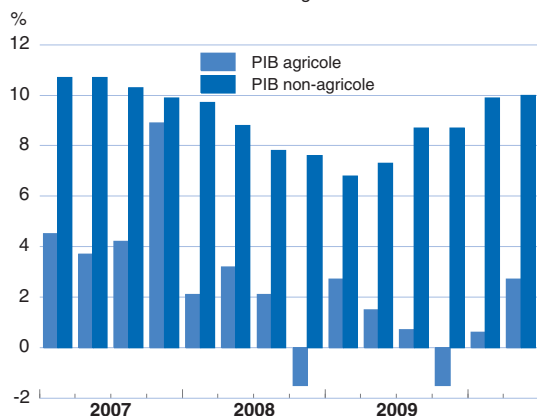
été financé par des entrées massives de crédits, ainsi que par des investissements directs et des placements.

L'inflation a sans doute cessé d'augmenter

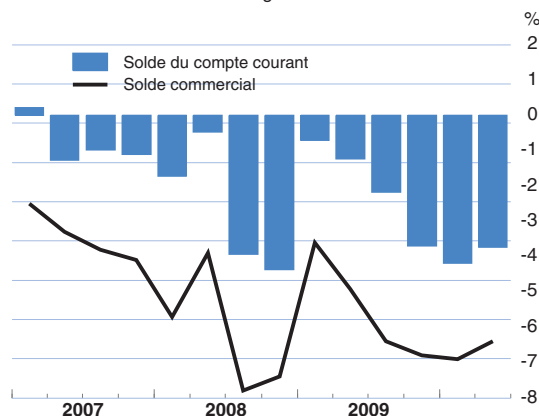
La forte inflation, due surtout à une flambée des prix alimentaires, a été particulièrement préoccupante, mais elle donne aujourd'hui des signes de modération, grâce notamment à la reprise dans le secteur agricole. En septembre, l'inflation mesurée par le nouvel indice pondéré des prix de gros est revenue à 8.6 % en glissement annuel, après avoir atteint un sommet de 11 % en mai. La hausse des prix à la consommation

Inde

La croissance a élargi sa base
Taux de variation en glissement annuel



Le déficit du solde du compte courant s'est élargi
Pourcentage du PIB



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932353716>

Inde : Indicateurs extérieurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	289.1	275.5	341.2	413	491
Importations de biens et services	365.3	336.0	435.4	523	620
Balance commerciale	- 76.1	- 60.5	- 94.2	- 110	- 129
Solde des invisibles	47.4	22.1	41.9	54	66
Balance des opérations courantes	- 28.7	- 38.4	- 52.2	- 56	- 63
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	18.0	- 5.6	3.3	14.8	13.6
Importations de biens et services en volume	22.9	- 9.0	9.1	13.9	13.0
Résultats à l'exportation ¹	22.0	- 3.2	- 9.0	5.2	3.5

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en Avril.

1. Rapport entre le volume des exportations et les exportations du marché total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/88893235464>

s'est également ralentie ces derniers mois, tombant à 9.8 % en glissement annuel en septembre, contre un maximum de plus de 16 % au début de l'année. Depuis quelque temps, les prix alimentaires sont pratiquement stables d'un mois sur l'autre, en dépit des ruptures d'approvisionnement provoquées par des pluies particulièrement abondantes et des inondations dans certains états. Il est probable que les prix des produits alimentaires vont se modérer d'ici la fin de l'année, exerçant ainsi un effet de freinage sur l'inflation globale. En revanche, l'inflation hors produits alimentaires reste un peu élevée, du fait notamment de la hausse des prix des combustibles.

L'assainissement des finances publiques se poursuit comme prévu sur le court terme

Le budget adopté dans le courant de l'année prévoyait un retour du déficit de l'administration centrale aux alentours de 5.5 % du PIB au cours de l'exercice budgétaire, tandis que certains États prévoyaient aussi un léger assainissement de leur budget. Les recettes fiscales ont été soutenues jusqu'ici, et l'objectif devrait donc être atteint. L'administration centrale a mené à bien comme prévu l'adjudication des bandes de fréquences pour les communications mobiles et à haut débit à des sociétés privées de télécommunications, levant près de trois fois plus de recettes que prévu, mais le Parlement a approuvé des demandes de dépenses extrabudgétaires émanant du gouvernement pour un montant à peu près équivalent à ce surcroît de recettes. Pour les années à venir, le gouvernement a accepté de respecter les principales recommandations de la Treizième commission des finances, qui établissent un programme adéquat pour l'assainissement des finances publiques sur le moyen terme. Étant donné que la croissance, à la fois soutenue et à large assise, semble devoir encore favoriser une progression des recettes publiques, les prévisions de l'OCDE supposent que le déficit pourra être réduit d'environ 1½ pour cent du PIB au total sur la période 2011-12. Dans l'idéal, les mesures d'économie devraient viser à rationaliser davantage les

dépenses, notamment les subventions en faveur de l'utilisation d'engrais et de combustibles.

Les taux d'intérêt interbancaires ont fortement augmenté

Le processus de normalisation de la politique monétaire s'est poursuivi au cours des derniers mois, la Banque de réserve ayant relevé le taux des prises en pension par paliers successifs de 25 points de base pour le porter à 6.25 % en novembre, si bien que l'augmentation totale cumulée depuis le début du démantèlement des mesures d'urgence, en mars, atteint 150 points de base. Les taux du marché ont augmenté encore plus rapidement, le taux interbancaire à trois mois ayant dépassé la barre des 7 % et s'approchant ainsi de sa moyenne de longue période. L'écart entre le taux directeur et les taux du marché reflète sans doute une certaine pénurie de liquidités face à la fermeté de la demande de crédit émanant des ménages et du secteur privé. Compte tenu de la vigueur de la croissance et de la marge probablement négligeable de capacités inutilisées, un nouveau resserrement progressif semble se justifier.

La croissance devrait bientôt retrouver sa tendance de longue période

Les pluies de mousson, d'un niveau normal cette année, consolideront la reprise du secteur agricole. Comme le secteur non agricole a connu une forte expansion au cours de l'année passée, l'économie devrait sortir de la phase de reprise et la croissance devrait retrouver un rythme tendanciel de l'ordre de 8½ pour cent au cours des prochains trimestres. L'expansion continuera de bénéficier de la fermeté des investissements et des dépenses de consommation, qui seront stimulées, sur le court terme et dans les zones rurales en particulier, par le redressement de la production agricole et des revenus des agriculteurs.

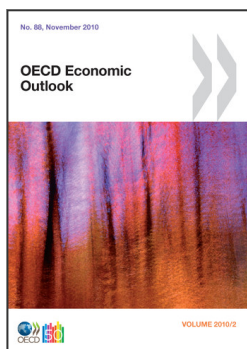
Le déficit de balance courante devrait se contracter

La croissance de la demande intérieure se ralentissant et les exportations continuant de bénéficier d'une amélioration de l'environnement extérieur, le déficit commercial devrait se réduire. Le raffermissement de la conjoncture dans les pays de l'OCDE, en particulier, semble devoir favoriser une robuste progression des transferts nets de capitaux et des revenus de facteurs. Au total, ces évolutions entraîneront une diminution progressive du déficit de balance courante au cours de la période examinée. Néanmoins, sur le court terme, le déficit va rester relativement élevé par rapport au passé, mais il devrait être financé sans difficulté par de fortes entrées de capitaux, encouragées par les taux d'intérêt élevés, l'amélioration de la situation sur les marchés de capitaux mondiaux et les perspectives favorables de l'économie indienne sur le moyen terme.

Des politiques macroéconomiques adéquates devront être menées pour assurer une croissance équilibrée

La reprise dans le secteur de l'agriculture et les signes récents d'une nette modération de l'inflation ont pratiquement éliminé le risque d'une spirale inflationniste immédiate, laquelle aurait appelé une réponse vigoureuse de la part des autorités monétaires. Néanmoins, la gestion de la phase d'expansion va constituer un défi et il sera important de veiller à ce que les projets d'assainissement budgétaire à moyen terme soient mis en œuvre afin de réduire les tensions sur les marchés du crédit et de

promouvoir une croissance équilibrée. Et cela d'autant plus que le déficit sera encore relativement élevé même si l'objectif retenu pour le présent exercice est atteint. La possibilité que les cours mondiaux des matières premières atteignent des niveaux beaucoup plus élevés, notamment dans le domaine de l'énergie, constitue un risque pour la stabilité. Il en serait de même en cas d'entrées de capitaux à court terme excessivement importantes et instables, encouragées par une situation économique et financière relativement favorable.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Inde », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-40-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.